

La monarchie, une chance pour le Maroc.

par Charles Saint-Prot

Directeur de l'Observatoire d'Études Géopolitiques

Le 30 juillet 2014, lors de la Fête du Trône, le Maroc célèbre le 15^{ème} anniversaire du règne du Roi Mohammed VI. Depuis 1999, les quinze premières années du règne sont marquées par une modernisation profonde du pays dans le respect de ses traditions et de son identité. Sous l'impulsion volontariste du Souverain, face aux nombreux défis du monde moderne et dans le contexte des crises régionales, le Royaume a tenu le cap d'un projet global ayant pour objectif un plus grand développement politique, social, économique et une diplomatie de plus en plus dynamique.

Stabilité et développement

Sur le plan politique, les années 1999-2014 ont été placées sous le signe, d'une part, du renforcement d'institutions adaptées au monde en évolution et, d'autre part, de la consolidation d'un Etat de droit où se trouvent respectés à la fois le droit, interne et international, et les droits civils, politiques, humains, sociaux et culturels des citoyens. Il faut donc comprendre la notion d'Etat de droit dans le sens le plus large et dans le cadre d'une monarchie moderne, responsable et populaire. C'est une monarchie de progrès qui est la garante des grands équilibres, de l'unité nationale –de Tanger à la frontière mauritanienne–, du bien commun (*maslaha*) et de l'effort d'adaptation (*l'ijtihād*) dans le champ religieux.

C'est également la monarchie qui a été le moteur des initiatives concernant l'économie et le développement social. Le Maroc a ouvert sur tous les fronts des chantiers qui devraient lui permettre de réussir le pari du développement global et durable auquel le Roi est très attaché. Le Maroc a donc franchi des étapes décisives en modernisant ses infrastructures, en attirant des investisseurs et des partenaires internationaux de premier plan (Renault, Bombardier, Lafarge...) en promouvant de vastes projets comme TangerMed, les énergies renouvelables, l'industrialisation (automobile, aéronautique, pharmacie, sidérurgie, agro-alimentaire...) ou les nouvelles technologies. En même temps, le Roi a veillé tout spécialement à ce que le développement économique ne soit pas dissocié du progrès social, ce qui l'a conduit à lancer l'Initiative nationale de développement humain (INDH) et à créer de nombreuses fondations caritatives ou sociales –comme la Fondation Mohammed V pour la solidarité. On ne peut oublier le rôle essentiel du Souverain pour faire avancer la condition de la femme, que ce soit avec le nouveau Code de la famille (2004), l'action en faveur des plus démunies ou la nomination de nombreuses femmes aux plus hautes fonctions de l'Etat.

Le conflit artificiel sur le Sahara marocain

Le troisième volet concerne la diplomatie. Le principal dossier est naturellement celui du Sahara marocain. A cet égard, le Roi Mohammed VI a une gestion pragmatique et réaliste du conflit artificiel créé de toutes pièces par Alger et le bloc soviétique durant la

guerre-froide. Il a su prendre un temps d'avance. En 2007, alors que la situation était au point mort, le Maroc, fort du consensus national, a repris l'initiative en proposant un plan d'autonomie que toutes les grandes puissances considèrent comme « sérieux et crédible » et le seul moyen de mettre fin à cette affaire qui n'a que trop duré. Revenant à une vision plus juste des choses après des années de dérive, les Nations unies ont abandonné la fiction d'un referendum d'autodétermination qui ne se justifierait en rien puisque la libération d'un territoire occupé doit se traduire par le retour pur et simple de ce territoire à sa mère-patrie, comme cela a été le cas de l'Alsace–Lorraine pour la France. Le fond du problème n'est pas une question de décolonisation mais une forme d'agression de la part de l'Algérie qui entretient contre le Maroc un groupe séparatiste qui a d'ores et déjà des accointances avec le terrorisme régional et les narcotrafiquants. Le danger du séparatisme encouragé par Alger serait la balkanisation de la région et une déstabilisation majeure au niveau géopolitique, donc une menace pour la paix et la sécurité régionale et un drame pour les peuples du Maghreb. Si l'on veut éviter que la zone saharo-sahélienne se transforme en une nouvelle Somalie, il faut mettre un terme au conflit sur le Sahara marocain. La communauté internationale ne peut plus entretenir la fiction de ce conflit artificiel. D'autant que la solution existe. Tout le monde la connaît, c'est le plan d'autonomie proposé par le Maroc et d'ailleurs personne ne propose d'autres solutions de sortie du conflit.

Une ambitieuse politique africaine

Grâce à la diplomatie de grande envergure du Souverain marocain, la thèse algéro-séparatiste a reculé et le nombre des Etats qui avaient reconnu la structure séparatiste fantôme a considérablement diminué, notamment en Afrique où le Roi Mohammed VI a développé une diplomatie très active axée sur une vision ambitieuse de la coopération sud-sud.

L'Afrique représente la dimension stratégique du Royaume chérifien qui est le seul pays du Maghreb arabe à avoir eu des relations multiséculaires avec l'Afrique noire, à les conserver et à les faire fructifier. Le Roi du Maroc a donc fait de l'Afrique une priorité de la diplomatie du Royaume. Il est particulièrement attaché à rappeler le rôle spécifique du Maroc comme espace de transmission avec le sud du Sahara, l'Afrique noire, et comme pivot nécessaire entre le monde européen et l'Afrique subsaharienne. Le Maroc s'est également imposé comme un acteur incontournable dans la zone saharo-sahélienne et les événements récents, comme la crise du Mali, ont démontré que la paix dans toute cette partie de l'Afrique ne peut être garantie sans une forte implication du Maroc dans les processus de sécurité et de stabilisation dont certains prétendaient l'exclure.

A tous égards, le Royaume du Maroc doit être le partenaire privilégié d'une diplomatie française qui gagnerait à être plus dynamique, moins tributaire de certains cercles nostalgiques d'idéologies qui ont fait faillite, plus claire et, par conséquent, plus ancrée dans les grandes constantes de la politique arabe et africaine de la France.

Au total, il est possible d'affirmer que le Maroc est un pays émergent –l'un des seuls qui progressent au sud de la Méditerranée- et une puissance diplomatique de tout premier ordre en raison de son rôle central pour la sécurité au sud de la Méditerranée. Cela a été rendu possible grâce à la stabilité assurée par une monarchie en constante évolution, qui est l'atout principal de la nation marocaine et lui confère un avantage sur les autres pays de la région.

C'est tout cela l'exception marocaine !